

tituer une menace à la paix. La résolution demandait à la Grande-Bretagne de mettre fin à la rébellion et priait «tous les Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait aider et encourager le régime illégal et, en particulier, de cesser de lui fournir des armes et du matériel militaire, et de faire tout en leur pouvoir pour rompre toutes leurs relations économiques avec la Rhodésie, y compris un embargo sur le pétrole et les produits pétroliers».

Avant cette initiative du Conseil de sécurité, le Canada avait déclaré, le 11 novembre, qu'il ne reconnaissait pas le régime Smith, rappelait son délégué commercial, mettait fin à son programme d'aide, imposait un embargo total sur les exportations d'armes vers la Rhodésie et abolissait le tarif préférentiel accordé aux produits rhodésiens de même que les facilités d'assurance accordées aux exportations. A la fin de novembre, conformément à la résolution du 20 novembre, le Canada mettait un embargo sur l'importation de plus de 90 p. 100 des produits rhodésiens ayant été importés en 1964; en décembre, il imposait un embargo sur les exportations de pétrole et de produits pétroliers vers la Rhodésie.

République Dominicaine

Le 24 avril 1965, le gouvernement du président Reid Cabral, en République Dominicaine, était renversé. Toutefois, cette prise du pouvoir par un groupe de civils et de militaires appuyant le retour de l'ancien président Juan Bosch était contestée par la majeure partie des effectifs militaires de la république.

Les engagements entre les deux factions se sont multipliés, en même temps que les bombardements aériens et navals de la ville de Saint-Domingue par les forces opposées à Bosch, qui ont fait de nombreux morts et blessés, même parmi les non-combattants. Le 28 avril, des forces américaines débarquaient près de la capitale dominicaine à l'appel de la faction militaire, qui avait déclaré ne pouvoir assurer la protection des ressortissants étrangers et de leurs biens. Le 29 avril, le représentant des Etats-Unis déclarait au Conseil de sécurité que son gouvernement avait pris cette initiative en vue de protéger et d'évacuer les citoyens américains. Le 1er mai, l'Union soviétique réclamait une réunion d'urgence du Conseil «afin d'étudier l'intervention armée des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la République Dominicaine». L'évolution rapide des événements en République Dominicaine a retenu l'attention du Conseil du 3 mai au 21 juin. Entre-temps, l'Organisation des Etats américains avait présenté aux deux parties opposées un plan de conciliation qui devait par la suite former la base du gouvernement provisoire qui a pris le pouvoir le 3 septembre.